

**CONSEIL MUNICIPAL** ■ L'actualité sociale a pris le dessus de l'ordre du jour de l'ultime séance avant les vacances

# Tous (les élus) unis pour soutenir les Bibs

**Au lendemain de la manifestation des salariés Michelin, la grogne sociale s'est invitée, hier soir, au Conseil municipal. Avec des élus tous unis derrière les Bibs.**

Jean-Pierre Vacherot  
jean-pierre.vacherot@centrefrance.com

**D**ernière séance avant les vacances, hier soir, pour les élus municipaux. On s'attendait à une longue séance du fait d'un copieux ordre du jour comprenant qui, plus est, d'importants dossiers.

A ceux-ci est venue s'ajouter une brûlante actualité sociale : la restructuration annoncée chez Michelin. Au lendemain de la manifestation des Bibs, le maire, Serge Godard, et les élus ont reçu l'intersyndicale ce qui a retardé le début du conseil d'une bonne demi-heure. « Normal, le problème Michelin nous préoccupe au premier plan », lançait Serge Godard.

Sujet on ne peut plus sensible à Clermont, la situation de la manufacture a provoqué une longue succession d'interventions des élus. Lesquels ont tous

marqué leur soutien aux Bibs, d'Alain Laffont à Anne Courtillé, élue de l'UMP. Laquelle, toutefois, regrettait « de ne pas avoir été invitée à l'entretien avec les syndicats ». « Avaient-ils vraiment l'envie de vous voir », rétorquait avec quelque perfidie le centriste Jean-Philippe (MoDem).

« J'ai pu toucher du doigt la détresse des salariés »

Ce fut le seul dérapage de ce long échange. Finalement très consensuel, même sensibilité politique oblige, certains ont affirmé leur solidarité avec plus de forces que d'autres. Jacques Lanoir (PC) fut de ceux-là : « Michelin passe la vitesse supérieure. En profitant de la crise, il taille dans les effectifs pour maintenir une croissance à deux chiffres ». Alain Laffont (NPA) n'était pas en reste : « Hier, j'ai pu toucher du doigt la détresse des salariés. Le coût humain est

catastrophique pour le seul bénéficiaire des actionnaires ». Yves Reverseau (Les Verts) se demandait si « ce plan ne finira pas par toucher Clermont d'ici 2011 ». Ce qui semblerait être le cas selon Serge Godard : « L'arrêt du recours à l'intérim, la non-reconduction des emplois temporaires, le chômage technique a déjà pesé sur la ville ». Plus encore, « avec les sous-traitants, c'est l'ensemble du tissu industriel local qui est touché », concluait Serge Godard en regrettant que « les salariés soient les victimes d'un système qu'aggravent les mesures gouvernementales ».

Premiers dossiers inscrits à l'ordre du jour les comptes administratifs et le budget supplémentaire (DMI) n'ont paradoxalement donné lieu qu'à quelques explications de vote. Même si, comme le notait Alain Bardot, le rapporteur, le compte administratif 2008 « passe au-dessus de la barre des 300 M€ » et que le budget supplémentaire engage 42 M€ en recettes et 34 millions en dépenses. Au final, malgré opposi-

tions et 6 abstentions, ce budget supplémentaire était adopté.

## Un abattoir rituel

L'acquisition d'un terrain aux Gravanches pour l'installation d'un abattoir rituel et l'établissement d'une convention d'usage avec le Conseil régional du Culte musulman a par contre lancé un débat de plus d'une heure. Et là pas de consensus ; la température montant d'un cran dans une salle déjà surchauffée. Entre le « flou du dossier », dénoncé par Anne Courtillé, la « cruauté de tuer des animaux » évoquée par Jean-Philippe Valentin et les allusions à peine voilées à la laïcité, les divergences d'opinion ont fini par faire oublier les clivages politiques. Et pourtant, rappelait Philippe Bohelay, « il n'y a pas de laïcité dans la discrimination. Il faut que l'ensemble des cultes puissent s'exercer ». Ce terrain sera acheté, reste maintenant à fixer les termes de la convention.

Dans la continuité, les dossiers concernant l'avis du Conseil municipal sur la mise en vente de loge-

ments sociaux a contribué à entretenir la surchauffe. Outre la lente agonie du 1 % patronal dénoncée avec virulence par Dominique Adenot tout comme les pratiques de la Caisse des dépôts et consignations, plusieurs élus sont montés au créneau pour dénoncer « la fin de la mixité sociale ».

## La faillite de l'ANRU

Serge Godard a enfoncé le clou. Revenant d'une rencontre avec les dirigeants de l'ANRU à Paris, le maire s'inquiétait : « L'agence n'a plus les moyens de financer ». Sa dotation de 12 milliards d'euros (devant couvrir jusqu'en 2013 a déjà été affectée en totalité. Pas

question toutefois pour la Ville de délaissier les opérations engagées au risque, soulignait Serge Godard, « d'y voir de véritables bombes à retardement s'y préparer ». Et le maire d'enfoncer le clou : « Preuve est une nouvelle fois faite que l'Etat ne tient pas ses engagements ».

À 22 heures, cinq des soixante-quinze dossiers de l'ordre du jour avaient été examinés. Et il restait encore du social avec la question des assistantes maternelles. Là encore, les syndicats, la CFDT cette fois, avaient fait le déplacement pour s'inquiéter de « désaccords persistants. ■

## ■ Ecocités, hôtel-Dieu, Opéra, etc...

**Ecocités.** Il a été décidé que le quartier Saint-Jean sera proposé pour être retenu dans la démarche Ecocités instituée par l'État dans le cadre de son plan Villes durables.

**Hôtel Dieu.** Le choix de l'équipe chargée de mener à bien les études architecturales pré-opérationnelles pour l'aménagement du site de l'Hôtel Dieu s'est porté sur l'agence Patrimoine(s) Paysage(s) Densité(s).

**Opéra.** La maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et la mise aux normes de l'Opéra municipal a été confiée à l'équipe Fabre et Speller pour une somme de 1,149 M€. L'enveloppe financière affectée aux travaux se monte à 10 M€ hors taxes...